

Zeitschrift: Le messenger suisse : revue des communautés suisses de langue française
Herausgeber: Le messenger suisse
Band: 37 (1991)
Heft: 32

Artikel: Epidémie de "collectionnrite aiguë" : l'Italie à l'assaut de Swatch
Autor: Luque, Jean
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-848189>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ruiner les finances publiques ? Il le nie : "Plus un Etat favorise l'esprit d'entreprise, plus il crée de croissance et plus il y a de revenus fiscaux. Même si elle reste en dehors de la Communauté Européenne, la Suisse se doit de devenir le pays le plus libéral d'Europe. Elle ne pourra pas garder les seuls états-majors et les cerveaux des groupes internationaux. Le jour où l'on ne pourra plus produire en Suisse, notre pays perdra aussi ses holdings, la recherche et les services, qui doivent se rapprocher des centres de production".

Pour l'adhésion

"Je suis pour l'adhésion de la Suisse à la Communauté européenne", affirme de Pury. Et d'exiger du Conseil Fédéral un livre blanc : "Il devrait dire clairement quelle conception de l'Europe et aussi de la Suisse il se propose de promouvoir. Après avoir ainsi défini les grandes lignes de sa politique européenne, le Conseil Fédéral doit nous dire quel sera le véhicule de cette politique : l'adhésion ou la marche solitaire. Pour moi, l'entrée de la Suisse dans l'Espace Economique Européen (EEE) n'a un sens que si nous décidons d'adhérer ; car, en entrant dans le seul EEE, nous serions privés d'influencer l'évolution future du droit européen. Le Conseil fédéral ne peut exiger un choix du peuple que s'il a lui-même choisi". Pour de Pury, il faut placer le peuple devant un vrai choix : pour ou contre l'adhésion. Pas le faire choisir entre l'EEE qui nous interdit de parole et l'isolement de la Suisse. ■

Ndlr : interview réalisée avant la signature du traité sur l'EEE (voir Nouvelles Fédérales).

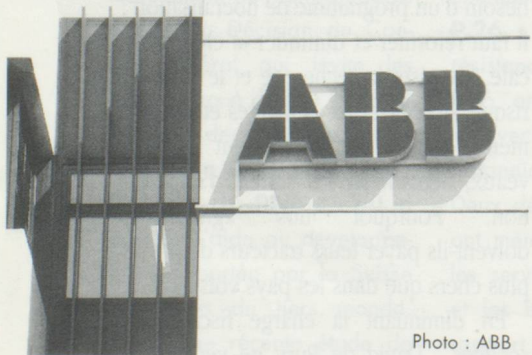


Photo : ABB

Epidémie de "collec-tionniste aiguë".

L'Italie à l'assaut de Swatch. Par Jean Luque/BRRI.

Cet été, les Italiens ont pris d'assaut les bijouteries et horlogeries de Suisse. Car la péninsule transalpine ne vit plus qu'à l'heure Swatch. A Rome ou à Milan, les modèles "Chrono" et "Scuba" se vendent jusqu'à cinq fois plus cher que le prix normal. Une flambée qui inquiète les dirigeants de Swatch.

Ces derniers ont bien tenté de freiner la spéculation galopante par voie d'annonces. En vain. Et le phénomène commence à toucher toute l'Europe. "En juillet et en août, j'ai compté plus de 200 Italiens qui envahissaient quotidiennement mon magasin. Tous à la recherche de Swatch Chrono ou Scuba". Marc Monnier, concessionnaire de la marque à Lausanne et lui-même swatchomane averti, n'est même pas étonné par cette nouvelle vague touristique : "Il faut bien savoir qu'en Italie, le phénomène Swatch tourne à l'hystérie collective. Les gens n'hésitent pas à déboursier 300, voire 500 frs.s. pour arborer une Chrono... quand ils la trouvent. Alors ils se sont rabattus sur la Suisse".

Comme des petits pains

Un seul problème : Swatch n'arrive plus à suivre. L'usine a beau avoir quadruplé sa production, mettre sur le marché 250.000 chronomètres par mois, rien n'y fait. "Quand je reçois une livraison d'une centaine de Chrono ou de Scuba, surenchérit Marc Monnier, je les vends toutes dans la journée". D'ailleurs, le canton du Tessin est pris d'assaut par les Milanais. Et paradoxalement, les rares

bijoutiers ou horlogers qui proposent régulièrement ces modèles ne sont pas dépositaires de la marque. Obtenues au marché gris, les montres s'affichent dans les vitrines, trois, voire cinq fois plus chères que la norme.

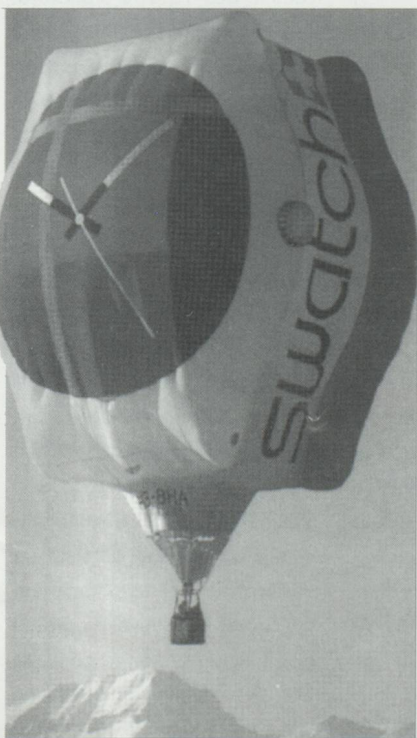
Ce phénomène de spéculation effrénée commence à inquiéter les dirigeants de la SMH (Société Suisse de Microélectronique et d'Horlogerie) qui ont créé "Swatch". Première réaction : une campagne de pub en Italie. Par voie d'annonces de presse, la firme de Bienne a proposé à tous ceux qui avaient acheté une Chrono trop cher de leur envoyer la facture. En contrepartie, ils recevaient gratuitement une nouvelle montre. "En fait, explique Carlo Giordanetti, directeur marketing de Swatch, il s'agissait de faire comprendre au public italien que nous sommes totalement étrangers à cette politique de hausse des prix. D'autre part, nous avons été rassurés : nos concessionnaires jouent le jeu. Mis à part quelques exceptions, ce ne sont pas eux qui font monter les prix".

Pour l'instant, Swatch est forcé d'avouer son impuissance à enrayer cette spéculation. Thomas Schlapbach, directeur pour la Suisse, ne voit qu'une solution : "Augmenter la production. L'année prochaine notre capacité doublera, mais nous savons déjà que cela ne sera pas suffisant". Il n'en reste pas moins que face à une demande si favorable, la satisfaction est de mise dans les bureaux de Bienne.

Gare au dérapage

Cet engouement artificiel pourrait toutefois se révéler néfaste à moyen terme. Car la notion-clé du marketing Swatch était et reste encore : "La première montre démocratique". Une Swatch peut être portée aussi bien par un ouvrier

qu'un directeur de banque. Un message qui pourrait se faire court-circuiter par la surenchère actuelle des prix. Boris Safra-nof, ancien cadre de la firme, en est conscient : "A la longue, si les acheteurs ne peuvent pas obtenir ce qu'ils cherchent, il se rabattront sur une autre marque. Il faut absolument que Swatch essaie de maîtriser ce phénomène qu'elle a contribué à lancer. Car quand nous avons émis les premières séries limitées ou même fondé le club des collectionneurs, il s'agissait bien sûr de frapper des coups médiatiques, mais aussi de créer un effet de rareté. De là à imaginer qu'on serait à l'origine de la paranoïa actuelle... C'est de la folie de penser que le modèle "Kiki Picasso", tiré en 140 exemplaires, se négocie aujourd'hui près de 50.000 frs.s. en salle des ventes". "N'exagérons rien, rétorque Thomas Schlapbach. Actuellement, la forte demande sur les Chrono et les Scuba bénéficie à l'ensemble de la collection. Même les modèles classiques". Un avis que partage aussi Marc Monnier qui ajoute : "Les Italiens ne sont que des précurseurs. La Swatchomania commence même à atteindre les Suisses. Il suffit de se rappeler des émeutes pour acquérir les montres-légumes. Quant aux Allemands, Français ou Américains, ils commencent eux aussi à être sérieusement atteints". ■



Reporters suisses en zones de guerre.

L'enthousiasme mal assuré. Par Jean Luque/BRRI.

Des employés de la Télévision Suisse réclament une assurance complémentaire pour risques de guerre. Une revendication relancée ces derniers jours par le conflit yougoslave qui a coûté la vie à des reporters. Mais la direction de la Radio Télévision Suisse (SSR) met les pieds au mur. Motif invoqué : le personnel est assez assuré. Nos radio/TV publiques pourraient-elles renoncer à des reportages en régions dangereuses pour des raisons d'assurances ? Le risque existe.

Juste après l'invasion du Koweït l'année dernière, une équipe de Temps Présent s'est rendue en Jordanie. Pays directement menacé par la crise du Golfe. Au vu des risques potentiels encourus par cette équipe, le producteur de l'émission prend la responsabilité de souscrire une assurance supplémentaire. Une démarche apparemment normale. Et pourtant, quelques mois plus tard, un inspecteur des finances débarque de Berne. Explication orageuse au sujet de ces frais jugés "si peu conformes". L'enquête suit son cours ; à l'arrivée : blâme officiel pour le producteur.

Assurances insuffisantes

"Cet incident est tout à fait révélateur de la position de la direction de la SSR - estime Willy Knöpfel, secrétaire syndical du Syndicat Suisse des Médias (SSM). La SSR considère que ce qu'elle a négocié dans le cadre des assurances obligatoires

est satisfaisant. Un avis que nous ne partageons pas. A la télévision, il faut tenir compte d'innombrables cas particuliers. Sans assurances spéciales, les journalistes sont plus ou moins couverts selon leur état civil, le nombre de leurs enfants, leur statut dans la maison ; les cachettistes qui n'y travaillent qu'à temps partiel sont défavorisés. Et les concubins ne sont pas souvent considérés comme des ayants-droit si leur conjoint vient à disparaître (le cas de l'amie de Damien Ruedin, journaliste de RSR mort en Croatie, fera peut-être jurisprudence). Il y a pourtant nombre de risques non prévus liés aux missions dangereuses : l'enlèvement, l'emprisonnement, la disparition".

Anne-Marie Bessard, de la Fédération des Employés de la Radiodiffusion et Télévision Suisse (FERTS), partage cet avis dans les grandes lignes. Mais la FERTS se pose une question de fond : "Dans quelle mesure un journaliste accidenté dans un pays en guerre doit-il être favorisé par rapport à un confrère qui serait tué lors d'un simple incendie en Suisse ?".

Discussions au point mort

Ce dossier délicat a déjà été abordé entre syndicats et direction de la SSR à plusieurs reprises. Sans résultats. Pour l'heure, la SSR campe sur ses positions. Gerhard Messerli, responsable du dossier à la direction de la SSR, n'en démord pas : "Pas besoin de suppléments. Nous avons évalué la situation et jugé que les conventions actuelles suffisent. C'est vrai que les concubins posent un problème, mais pas seulement à la SSR. C'est un problème de société". "Pas question de surassurance, nous voulons économiser", telle est la position officielle de la direction générale. Une économie de bout de chandelle, selon André Gazut, de "Temps Présent" :

suite sur page 24